

« Face à ces incursions de drones, on n'a pas de solution miracle »

Première conférence de presse pour Michel Van Strythem, le « général des drones », qui assume : « Face à une menace tellement évolutive, la Défense n'a pas de réponse immédiate et définitive. »

UGO SANTKIN

Le but était de présenter « l'innovation opérationnelle au sein des Forces armées en période de menace hybride » mais, ce vendredi, lors de sa première conférence de presse depuis qu'il a pris la tête de la task force « Drones et Innovation » de l'armée, c'est sur la question des drones que le lieutenant-général Van Strythem était attendu.

Même si les aéronefs non identifiés semblent ne plus survoler nos infrastructures sensibles depuis plusieurs semaines, ceux-ci étaient toutefois dans toutes les questions des journalistes. Bien que le regard se tourne vers la Russie, trois mois après le début de ces intrusions qui ont débuté au-dessus du camp militaire d'Elsenborn, l'ancien chef de la jeune composante cyber de la Défense n'était pas en mesure d'attribuer à qui que ce soit ces incidents. « Il faut comparer ça aux saumons qui remontent la rivière. Certains y arrivent, d'autres jamais. Les enquêtes sur les incursions de drones et les attaques hybrides de manière générale, c'est la même chose », explique Michel Van Strythem. « Ça prend beaucoup de temps et c'est très fastidieux. Plus de 500.000 drones ont déjà été vendus en Belgique et il y a environ 17.000 pilotes certifiés. Les auteurs de ces actes malveillants profitent du "bruit de fond", complète-t-il. A ce jour, le parquet fédéral a ouvert 25 enquêtes concernant 41 intrusions de drones dans l'espace aérien belge.

Faire face aux évolutions de la menace

Celui que le ministre de la Défense nomme le premier « général des drones » au monde a par contre expliqué en quoi il était difficile de lutter contre le phénomène qui ne touche pas que notre pays. « C'est comme si on vous donnait quatre heures pour faire un examen, mais que toutes les heures, les questions changent. La menace est tellement évolutive qu'en fait, on n'a pas de réponse immédiate et définitive », confie-t-il. C'est dans ce contexte que le lieutenant-général travaille à un mécanisme d'innovation opérationnelle qui devrait atterrir sur la table du gouvernement prochainement. « Il faut pouvoir faire face à ces évolutions de la menace », insiste-t-il.

Bien qu'il n'y ait « pas de solution miracle » face à ces aéronefs qui ne « représentent que la pointe de l'iceberg », la Défense, qui dispose pour le moment de « quelques moyens d'intervention localisés », va investir massivement dans la lutte anti-drones. En novembre dernier, le gouvernement a débloqué 50 millions d'euros pour l'achat de matériel. Mercredi, la Belgique a conclu un contrat à hauteur de 2,8 millions d'euros avec l'entreprise australienne DroneShield, leader mondial de la détection et neutralisation de drones.

Néanmoins, même bien équipée, l'armée ne pourrait pas intervenir si un drone venait à nouveau à survoler une centrale nucléaire ou un de nos aéro-



« Plus de 500.000 drones ont déjà été vendus en Belgique et il y a environ 17.000 pilotes certifiés », pointe Michel Van Strythem. © BELGA

ports. « Tant qu'on est en temps de paix, la Défense ne peut intervenir – détecter, identifier, contrôler, engager et neutraliser – que lorsque cela se passe au-dessus des quartiers militaires. Pour ce qui est du reste du territoire, c'est le rôle de la police », précise Michel Van Strythem, qui se veut toutefois rassurant : « Au sein du Conseil national de sécurité, tous les partenaires travaillent ensemble d'arrache-pied. Les citoyens peuvent avoir confiance dans les pouvoirs publics, pas seulement la Défense. Il ne faut pas avoir peur. »

Le plan opérationnel pour la Défense validé

Le conseil des ministres a validé vendredi le plan opérationnel 2026 pour la Défense. Par celui-ci, l'armée confirme son engagement dans la défense collective du flanc est de l'Otan. L'essentiel de cet effort est concentré sur la Roumanie. Notre pays contribuera aussi au renforcement du Battle Group allemand en Lituanie. Elle intensifiera la protection aérienne du territoire de l'Otan en menant pour la première fois deux missions d'Air Policing en un an : dans le Grand Nord et en Pologne ou en Lituanie. L'aide à l'Ukraine se poursuivra également, notamment via la formation aux militaires ukrainiens. Un chasseur de mines sera opérationnel pendant six mois en mer du Nord et mer Baltique lors de deux missions.

Une frégate sera, elle, déployée deux mois au profit d'une opération visant à protéger la navigation dans la mer Rouge, le golfe d'Aden et l'océan Indien. Par ailleurs, la Défense se concentrera aussi sur son flanc sud et la lutte contre l'immigration irrégulière, l'extrémisme violent et le terrorisme international. Un drone MQ-9B Skyguardian sera déployé à cet effet. La présence militaire belge en Afrique sera, elle, concentrée sur la République démocratique du Congo et le Bénin. Enfin, nos militaires prendront en charge la surveillance complète de sites nucléaires. Aucun accord sur la présence de militaires dans les rues n'est encore intervenu. U.S. (AVEC BELGA)

Une paix fragile 30 ans après les accords de Dayton

Il y a 30 ans, la diplomatie étasunienne imposait déjà un accord de paix pour mettre fin à la guerre de Bosnie-Herzégovine. Trois décennies plus tard, ce cadre institutionnel, basé sur des critères ethniques, continue de structurer le quotidien des habitants.

REPORTAGE

LOUIS SEILLER
ENVOYÉ SPÉCIAL À SARAJEVO

Cette clôture, c'est la ligne qui sépare les deux entités. Ma famille vivait dans ce bâtiment de l'autre côté avant qu'il ne soit attribué à la Fédération en 1996 et qu'on déménage ici à Sarajevo-Est. Une clôture métallique qui coupe un parking en deux. C'est la première chose que montre Boris Luketa en traversant le quartier résidentiel du sud-est de Sarajevo, où il a grandi. D'un côté, la Fédération qui regroupe Bosniaques et Croates, de l'autre, la Republika Srpska (RS).

De ce côté-ci du parking, les panneaux sont en alphabet cyrillique, certaines boutiques arborent les couleurs du drapeau serbe et les clochers des églises orthodoxes apparaissent entre les immeubles en construction. A Sarajevo-Est, comme dans le reste de la RS, les Serbes de Bosnie sont majoritaires. Mais Boris Luketa l'assure : les divisions administratives ne dictent pas le quotidien. « Si on parle de coexistence, la vie est tout à fait normale. Les gens de Sarajevo viennent à Sarajevo-Est, et inversement. Il n'y a absolument aucun problème. »

Des mémoires irréconciliables

Si le quotidien est apaisé, les conséquences de la guerre qui a fait plus de 100.000 morts et deux millions de déplacés imprègnent toujours les esprits, 30 ans après la signature des accords de paix, le 14 décembre 1995 à Paris. Comme la plupart des Serbes de Bosnie, Boris regarde avec méfiance l'Etat central bosnien. « Mon pays, c'est la RS, même si je considère que la Bosnie-Herzégovine nous appartient à nous aussi, les Serbes. » Le jeune homme milite pour le SDS, le parti de Radovan Karadzic, condamné pour génocide à La Haye. La formation affiche aujourd'hui un positionnement pro-européen et un nationalisme modéré, en opposition au SNSD du chef sécessionniste, Milorad Dodik qui dirige l'entité serbe depuis 20 ans.

A quelques dizaines de mètres, juste de l'autre côté du parking, les minarets des mosquées émergent entre les appartements de Dobrinja. Durement touchés durant le siège de la ville par l'armée des Serbes de Bosnie, les murs du quartier portent encore les traces des

impacts de balles. On y aperçoit des fleurs de lys, devenues le symbole national des Bosniaques. L'artiste peintre, Safet Begic, préfère sourire des fractures de sa ville. « En fait, on ne sait même pas exactement où se trouve la "frontière", comme certains aiment l'appeler. Elle passe parfois au milieu des bâtiments, donc vous ne savez même pas à quelle entité appartient la cuisine. »

Une ville, un Etat, mais des administrations, des programmes scolaires et des héros nationaux différents... 30 ans après Dayton, beaucoup de Bosniaques regrettent que leur pays soit toujours autant divisé. Avec des mémoires irréconciliables. Depuis 2017, les quatre ans du siège de la capitale ne sont par exemple plus enseignés dans les manuels de la RS. « Les accords de Dayton ne devaient être que temporaires, pour arrêter la guerre », se désole Safet Begic. « Aujourd'hui, nous devrions être comme tous les autres pays européens : il faudrait pouvoir élire un seul président, ne plus avoir d'entités et il faudrait clôturer cette histoire en traduisant l'ensemble des criminels de guerre en justice et en enseignant la vérité sur le conflit dans toutes les écoles. »

Les traumatismes de la guerre continuent d'être instrumentalisés par les partis ethno-nationalistes qui utilisent la Constitution de Dayton pour se maintenir au pouvoir. Ennemis d'hier, les nationalistes serbes et croates se retrouvent dans leur lutte commune contre un Etat fédéral dysfonctionnel, sous tutelle internationale.

Ces tensions politiques, quasi quotidiennes, ont renforcé les sentiments d'appartenance communautaire et éloigné les peuples de Bosnie-Herzégovine qui vivent aujourd'hui dans des univers politiques et médiatiques distincts. « Il n'existe plus une opinion publique unique, mais trois opinions publiques, complètement différentes », constate ainsi l'analyste politique, Ivana Maric. « C'est un problème qui s'est développé ces 30 dernières années. Nous avons aujourd'hui trois communautés qui ne se connaissent pas et qui ne s'intéressent absolument pas aux autres. »

Trente ans après les accords de Dayton, la paix américaine a tenu bon, mais les divisions qu'elle a entérinées semblent avoir plongé la Bosnie-Herzégovine dans un éternel après-guerre.

Nous avons aujourd'hui trois communautés qui ne se connaissent pas et qui ne s'intéressent pas aux autres

Ivana Maric
Analyste politique

”



Si le quotidien est apaisé, les conséquences de la guerre imprègnent toujours les esprits. © REUTERS.